

# Débat d'ARCADE sur la Zone continentale de libre-échange africaine

16 janvier 2021

Diapositives de Jacques Berthelot

## Introduction

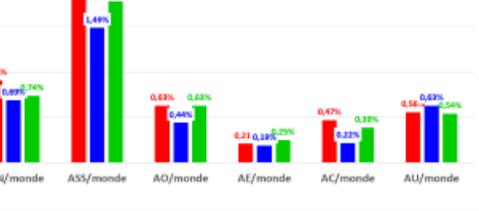
**La ZLECAf est un projet qui peut se défendre à l'horizon 2063, à condition de n'être qu'une composante d'un projet d'unification politique pour un développement durable et solidaire. Mais il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs et suivre un processus top down précipité de libre-échange interne accompagné d'une croissance extravertie accrue, qui ne peut qu'empirer le sous-développement de l'Afrique. La ZLECAF s'inscrit dans une stratégie de « rattrapage » qui a abouti à une dépendance croissante des marchés mondiaux et de l'impérialisme néo-colonial occidental et de plus en plus de la stratégie impérialiste subalterne à celle de la Triade des grands pays émergents, voire de la Chine qui a une position ambiguë.**

# PLAN

**I – Les obstacles externes à la réussite de la ZLECAf**

**II – Les erreurs d'analyse internes à l'UA sur les possibilités de la ZLECAf**

**III – Stratégie pour un développement autocentré durable de l'Afrique**



# - Les obstacles externes à la réussite de la ZLECAf

## I.I – La très forte dépendance multiforme vis-à-vis de l'UE

### I.I – La dépendance vis-à-vis des Etats-Unis

### I.I – La dépendance vis-à-vis de la Chine

## **I.I – La très forte dépendance multiforme vis-à-vis de l'UE**

**Dépendance depuis les indépendances, échec de l'Accord de Cotonou (2000-2020) et maintien de cette domination dans l'accord post-Cotonou, approuvé par l'OEACP:**

- Au plan commercial : rôle central des APE et leur élargissement (concurrence, marchés publics, propriété intellectuelle)**
- Au plan financier : aide au développement, bien qu'en baisse; forte domination des banques européennes en Afrique, fuite massive des capitaux (1000 Md\$ 2000-16)**
- Au plan monétaire : fausse sortie du FCFA (poursuite de l'alignement sur l'euro),**
- Au plan militaire : échec de Barkhane et G5 Sahel faute de discuter avec Touaregs.**

**Parallèlement accord politique UE-UA dans « L'Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables » qui va promouvoir les PPP (partenariats publics privés) où les Etats garantiront à long terme la perte de profits des investissements d'infrastructures, comme l'autoroute à péage Dakar-nouvel aéroport ou le métro d'Abidjan. Les PPP pour les investissements agricoles sont aussi dangereux : systèmes intensifs en intrants chimiques et grosse motorisation pour l'exportation plus que pour les marchés locaux.**

## **I.2 – La dépendance vis-à-vis des Etats-Unis**

**On ignore quelle sera la politique africaine de Joe Biden mais on espère qu'il arrêtera la négociation en cours avec le Kenya, comme modèle de futurs ALE avec d'autres pays d'ASS, visant à lui imposer un ALE qui s'écarterait fortement de l'AGOA car il ne serait plus un accord préférentiel et se rapprocherait des APE. Même si l'AGOA est aussi très critiquable, notamment par la disposition auquel tient le Kenya de pouvoir exporter sans droits de douane aux EU des vêtements fabriqués à partir de l'importation des fils et tissus de coton de n'importe quel pays. Cela freinerait beaucoup la transformation du coton africain en vêtements.**

## **I.3 – La dépendance vis-à-vis de la Chine**

**1<sup>er</sup> partenaire commercial et 1<sup>er</sup> créancier de l'Afrique par pays, avec 20% de la dette extérieure africaine et 147 Md\$ de prêts de 2000 à 2017. Même si la part des prêts à faibles taux est supérieure à celles des pays occidentaux, cette dette crée des rapports de domination et facilite les exportations chinoises en Afrique en réduisant la possibilité de s'en protéger.**

## **II – Les erreurs d'analyse internes à l'UA sur les possibilités de la ZLECAf**

**2.1 – La ZLECAf minimise l'importance des contraintes structurelles qui feront longtemps obstacle à sa compétitivité**

**2.2 – « Rattrapage » impossible des pays développés et émergents en s'inscrivant dans les « chaines de valeur mondiale »**

**2.3 – Depuis 25 ans l'Afrique s'est fortement désindustrialisée tout en augmentant fortement son déficit alimentaire**

**2.4 – La ZLECAf ne va pas renforcer le pouvoir de négociation de l'UA à l'OMC dont elle n'est pas Membre, pas plus que les CER**

**2.5 – L'UA a aussi le projet, non décidé, d'une Union douanière continentale (UDC) pour faciliter la baisse des DD extra-UA**

## **2.1 – Minimisation des contraintes structurelles à la compétitivité de l'UA.**

**multiples contraintes qui feront longtemps obstacle à la compétitivité de la ZLECAf : faiblesse des infrastructures (transport, énergie, électricité, eau); faibles compétences techniques; prélèvements illicites des forces de l'ordre et corruption des douanes; taux élevés du crédit; forte disparité des politiques monétaires et taux de change, dont le maintien du franc CFA accroché à l'euro; énormes écarts de droits de douane (DD), des niveaux de vie, des régimes politiques et leur faible démocratisation, etc. Le transport de Chine à Lagos est moins cher que du Nord au Sud du Nigéria, comme pour le maïs des EU et du Nord Nigéria.**

**Sans levée de ces contraintes, la ZLECAf entraînera une perte accrue de recettes douanières et de compétitivité, donc d'emplois.**

## **2.2 – « Rattrapage » impossible des pays développés et émergents en s'inscrivant dans les « chaînes de valeur mondiale »**

**L'UA ne voit son salut que dans une croissance extravertie accrue, tellement son développement en a été dépendant jusqu'à présent et a servi à court terme les intérêts des Chefs d'Etat complices des intérêts du Nord et de leurs multinationales.**

**Les 25 dernières années ont montré que l'Afrique, notamment l'ASS, est restée confinée aux segments les moins rentables des CVM, c'est-à-dire dans l'exportation de matières premières brutes, industrielles ou agricoles.**

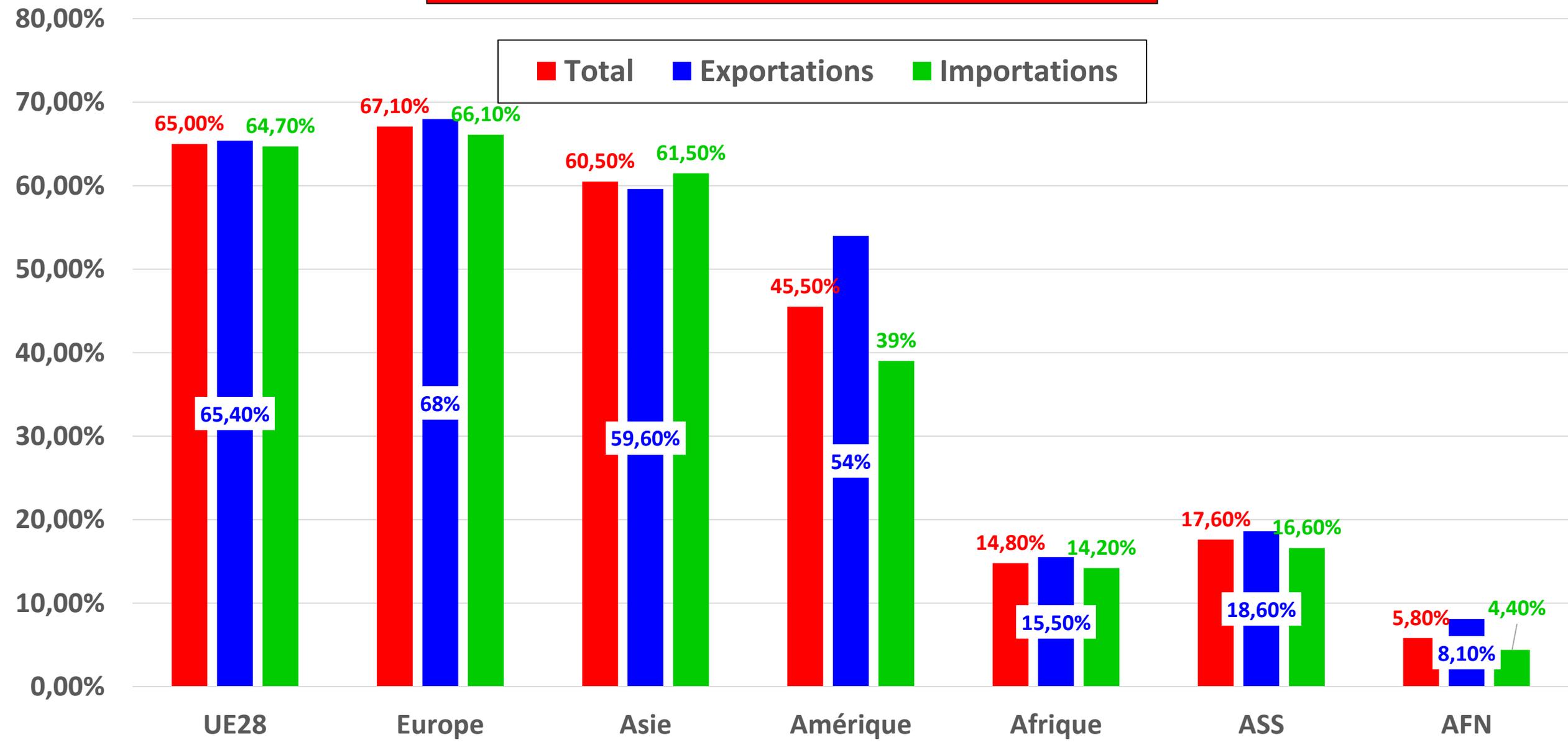
## **2.3 – Depuis 25 ans l’Afrique s’est fortement désindustrialisée tout en augmentant fortement son déficit alimentaire**

**Les diapositives 10 à 23 présentent l’évolution négative depuis 25 ans (de 1995 à 2019) de la compétitivité de l’Afrique dans son ensemble, et de l’ASS et ses CER au plan général et plus précisément aux plans industriel et alimentaire.**

**La diapo 10 montre que la part des échanges intra-africains dans les échanges mondiaux n’a été en 2019 que de 15,5% des exportations (18,6% pour l’ASS) contre 65,4% dans l’UE, et de 14,2% des importations totales (16,6% dans l’ASS) contre 64,7% dans l’UE.**

**La diapo 11 montre que l’Afrique a eu un excédent de ses échanges mondiaux jusque 2012 (sauf en 2009), et un déficit depuis 2013 : de 92 Md\$ en 2019 (143 Md\$ en 2016). La diapo 12 montre que le déficit africain est dû à l’Afrique du Nord (AFN à 7 : Algérie, Maroc, Tunisie, Lybie, Egypte, Soudan, Rép. Saharaouie) car celui de l’ASS n’a été que de 15% de celui de l’Afrique alors qu’elle a réalisé 61,8% des importations et 70,8% des exportations.**

# Taux des échanges intra-continentaux dans les échanges totaux en 2019

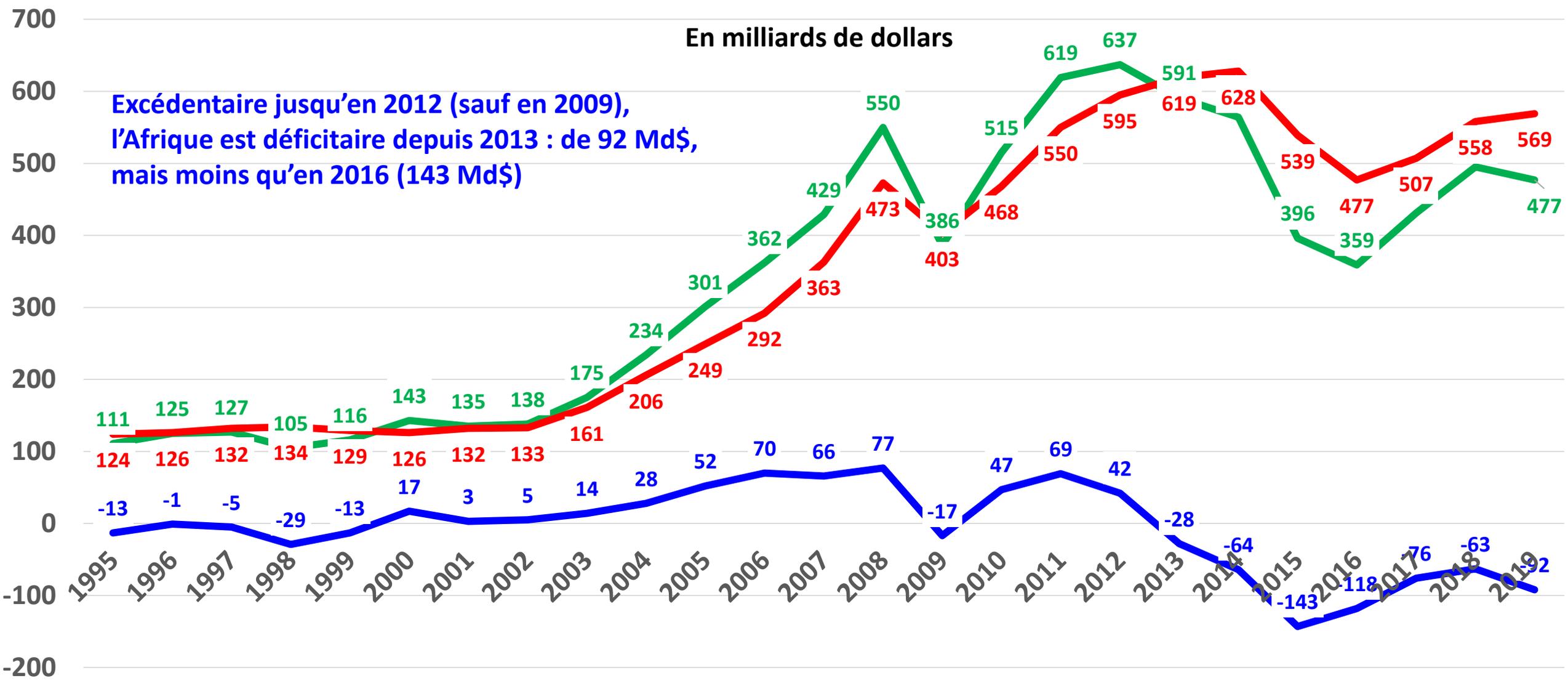


# Echanges de tous produits de l'Afrique de 1995 à 2019

— Exportations — Importations — Solde

En milliards de dollars

Excédentaire jusqu'en 2012 (sauf en 2009),  
l'Afrique est déficitaire depuis 2013 : de 92 Md\$,  
mais moins qu'en 2016 (143 Md\$)

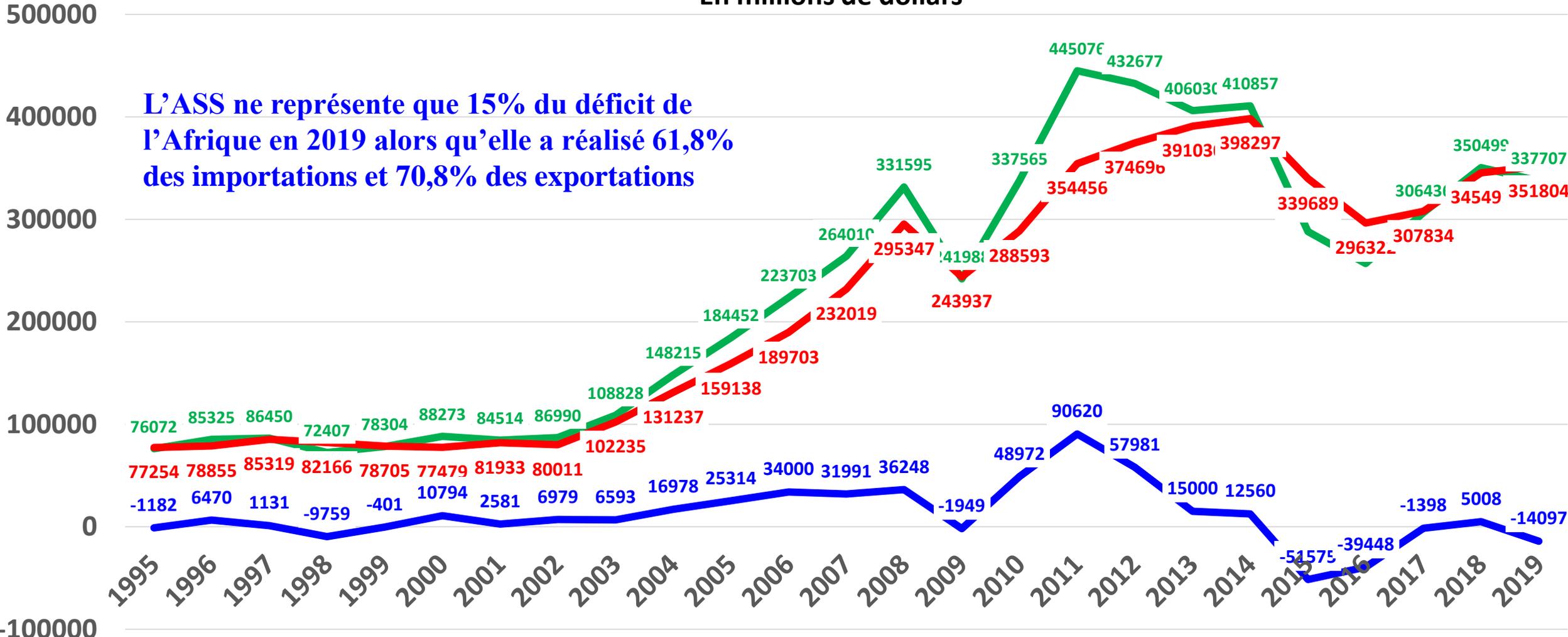


# Echanges de tous produits de l'Afrique subsaharienne : 1995-2019

— Exportations — Importations — Solde

En millions de dollars

L'ASS ne représente que 15% du déficit de l'Afrique en 2019 alors qu'elle a réalisé 61,8% des importations et 70,8% des exportations

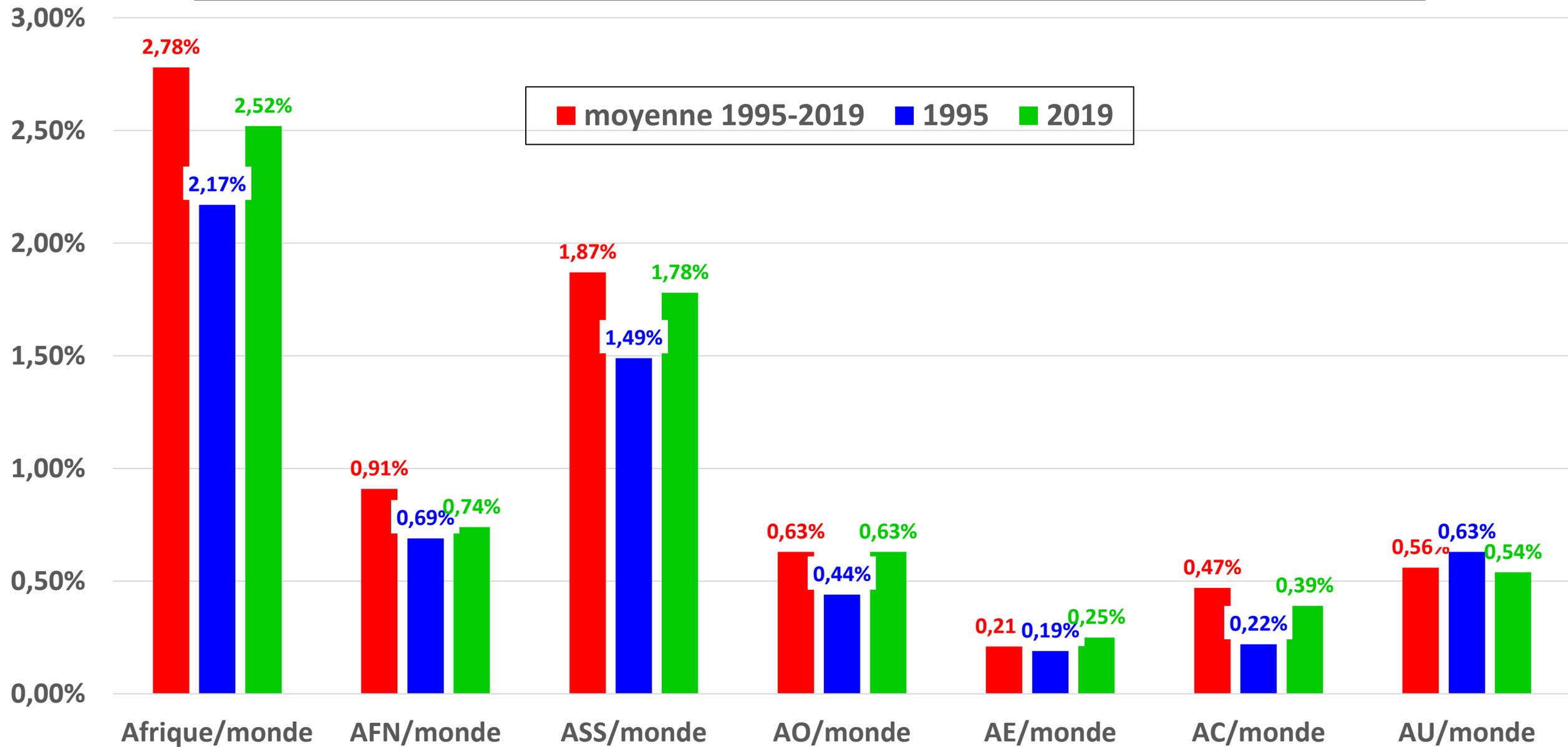


Source : CNUCED

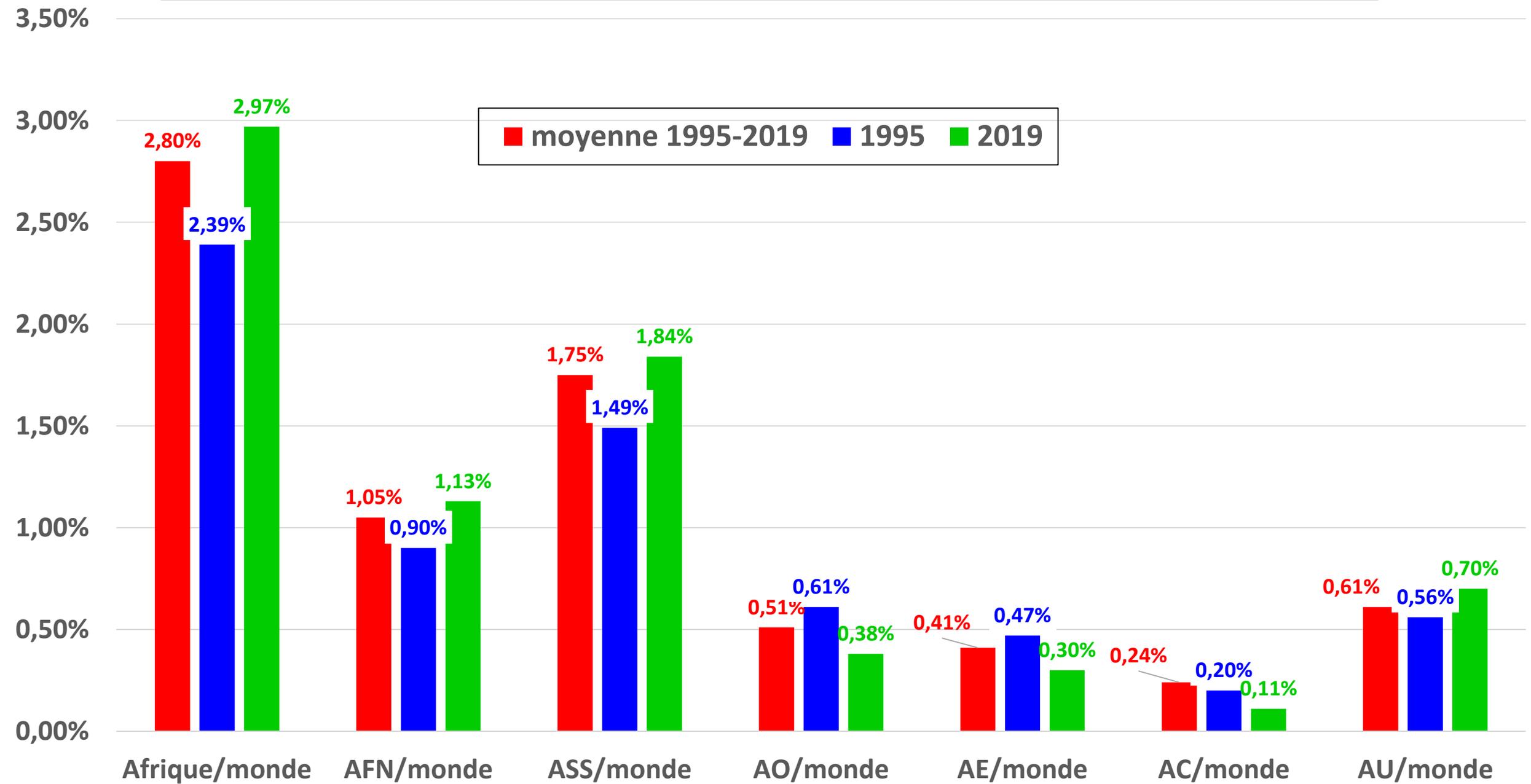
**Les diapos 14 et 15 montrent la faible part de l'Afrique dans les exportations et importations mondiales en 2019 : 2,52% et 2,97% respectivement, dont pour l'Afrique du Nord (AFN) 0,74% et 1,13%, pour l'ASS 1,78% et 1,84%, dont pour les exportations 0,63% pour l'Afrique de l'Ouest (AO), 0,53% pour l'Afrique australe (AU), 0,39% pour l'Afrique centrale (AC), 0,25% pour l'Afrique de l'est (AE). Pour les importations 0,70% pour l'AU, 0,38% pour l'AO, 0,30% pour l'AE, 0,11% pour l'AC.**

**Pays inclus dans ces statistiques CNUCED : AFN (Algérie, Maroc, Tunisie, Rép. Sahraouie, Egypte, Libye, Nord Soudan); AO (les 15 de la CEDEAO + Mauritanie); AC (Angola, Cameroun, Centrafrique, Tchad, Gabon, les deux Congo, Guinée équatoriale, Sao Tomé et principe); AE (Kenya, Ouganda, Burundi, Tanzanie, Rwanda, Comores, Djibouti, Ethiopie, Erythrée, Somalie, Sud Soudan, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Seychelles, Zambie, Zimbabwe), AU (les 5 pays de la SACU : Afrique du Sud, Eswatini, Botswana, Lesotho, Namibie).**

# Part des régions d'Afrique dans les exportations mondiales de 1995 à 2019



# Part des régions d'Afrique dans les importations mondiales de 1995 à 2019



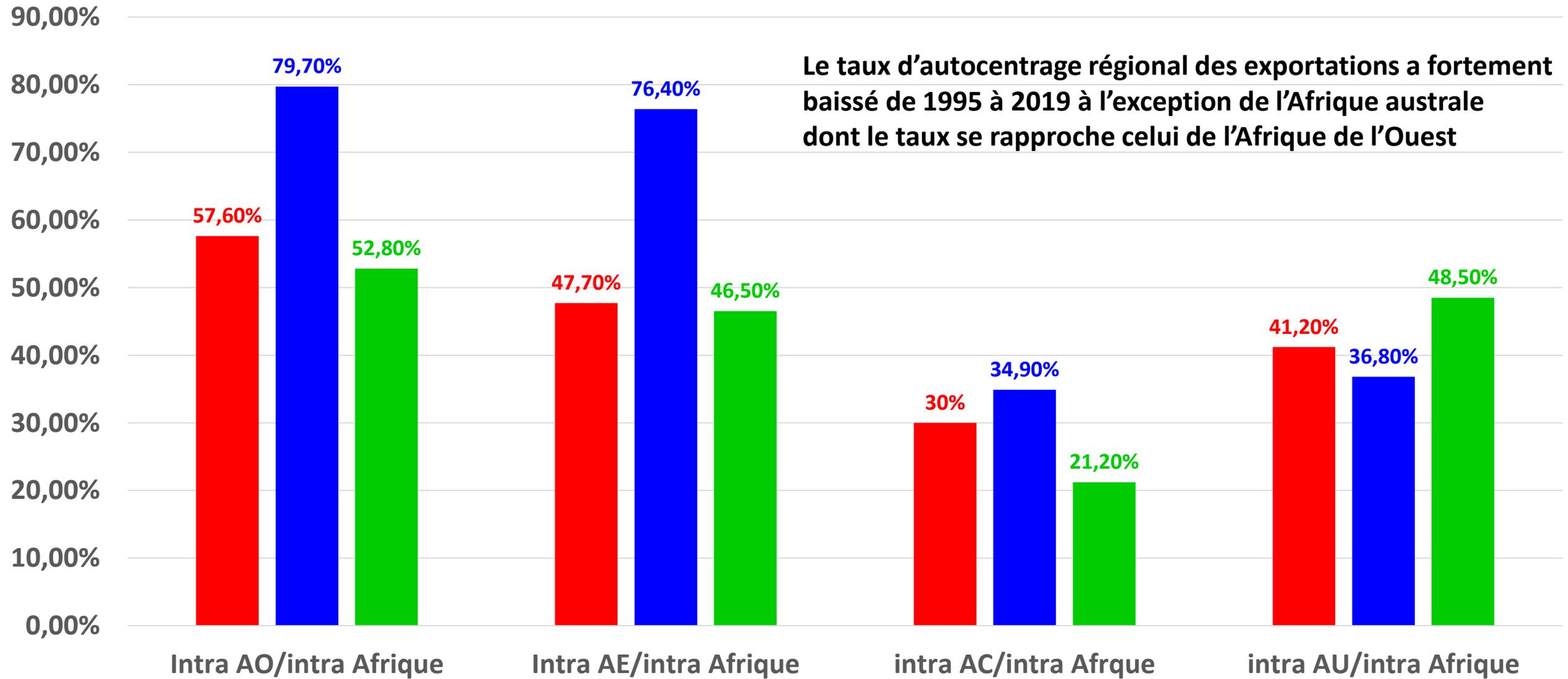
**Les diapo 17 à 19 montrent que le taux d'autocentrage de chaque région – % des échanges intra-région sur ses échanges intra-UA – a fortement baissé de 1995 à 2019 pour les exportations de l'AO (de 80% à 52,80%), l'AE (de 76,40% à 46,50%), l'AC (de 34,90% à 21,20%), mais a augmenté en AU (de 36,80% à 48,50%).**

**Pour les importations (diapo 19) le taux d'autocentrage de chaque région a aussi fortement baissé de 1995 à 2019 pour l'AO (de 81,80% à 69,30%), l'AU (de 81,40% à 65,20%), l'AE (de 35,40% à 31,90%) et l'AC (de 20,90% à 12,40%).**

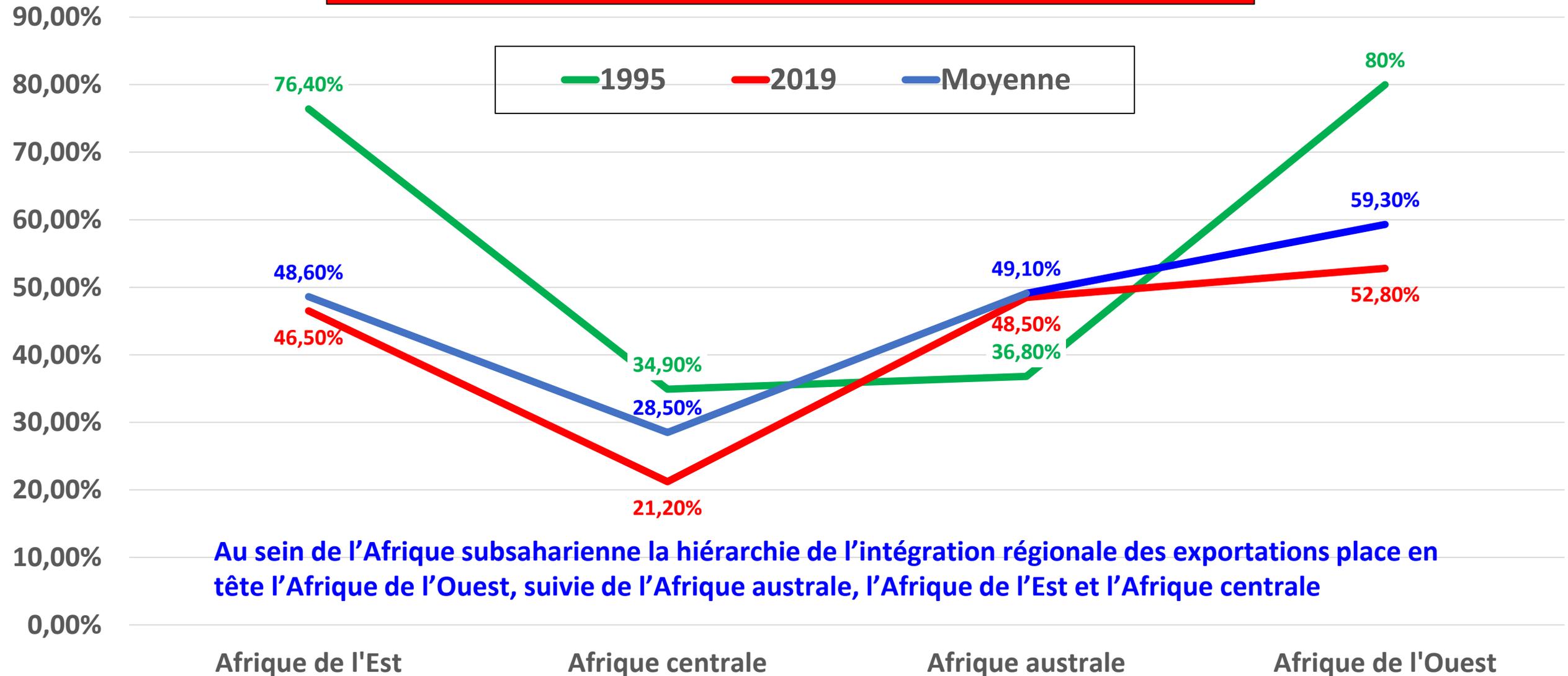
**Ces constats soulignent la nécessité de renforcer l'intégration régionale de chaque CER – et même d'abord l'intégration nationale dans chaque Etat – au lieu de penser qu'une intégration continentale percolerait vers les intégrations régionales. D'autant que le renforcement de l'intégration implique une adhésion populaire à tous les niveaux – national, régional, continental – liée à une politique de redistribution des revenus au profit des populations défavorisées.**

# Taux d'autocentrage des exportations des régions d'ASS de 1995 à 2019

■ moyenne 1995-2019 ■ 1995 ■ 2019



# Pourcentage des exportations intra-région d'ASS par rapport aux exportations vers l'Afrique

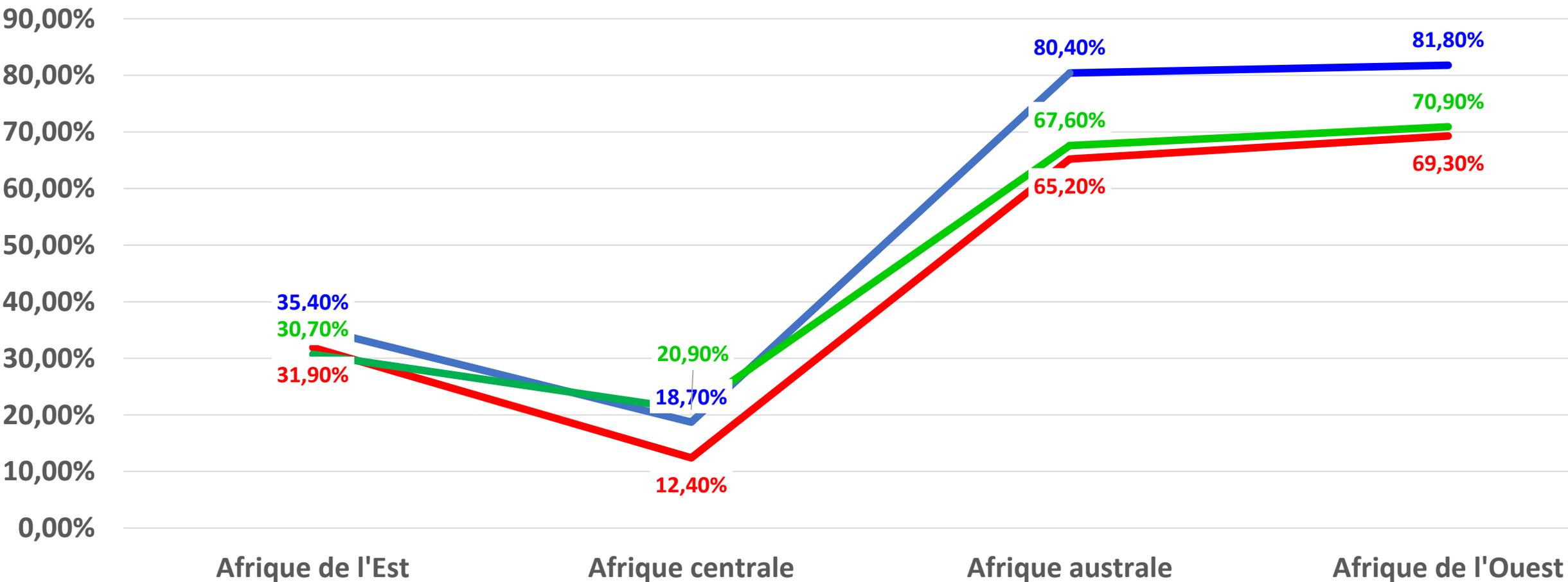


Au sein de l'Afrique subsaharienne la hiérarchie de l'intégration régionale des exportations place en tête l'Afrique de l'Ouest, suivie de l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale

# Pourcentage des importations intra-région d'ASS par rapport aux importations venant d'Afrique

— 1995 — 2019 — Moyenne

Au sein de l'Afrique subsaharienne la hiérarchie de l'intégration régionale des importations place en tête l'Afrique de l'Ouest, suivie de l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale

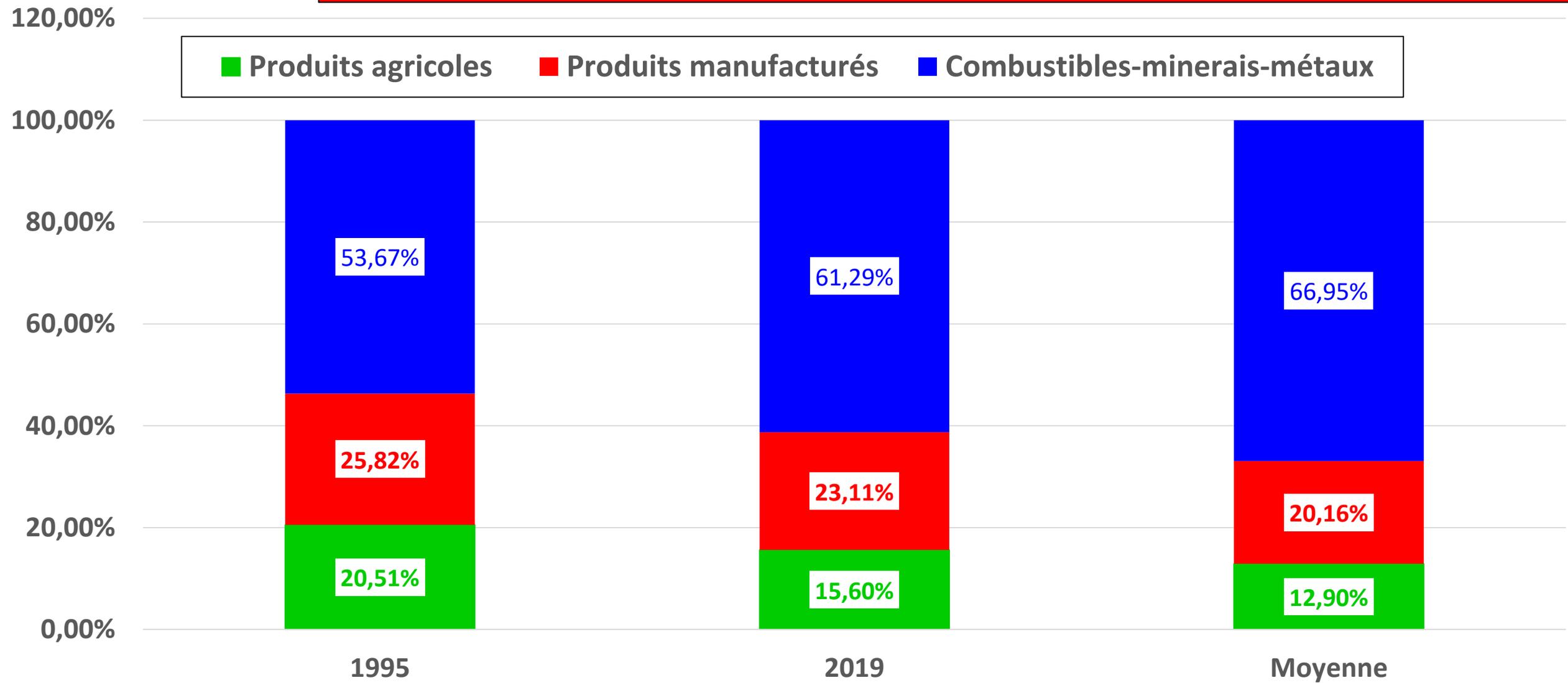


**Les diapos 21 à 24 présentent la répartition des exportations et importations de l'Afrique et de l'ASS de 1995 à 2019 entre les 3 catégories de produits : agricoles, manufacturés et combustibles-minerais-métaux (CMM). En moyenne de 1995 à 2019 les 2/3 de leurs exportations ont été des CMM et les 2/3 de leurs importations des produits manufacturés.**

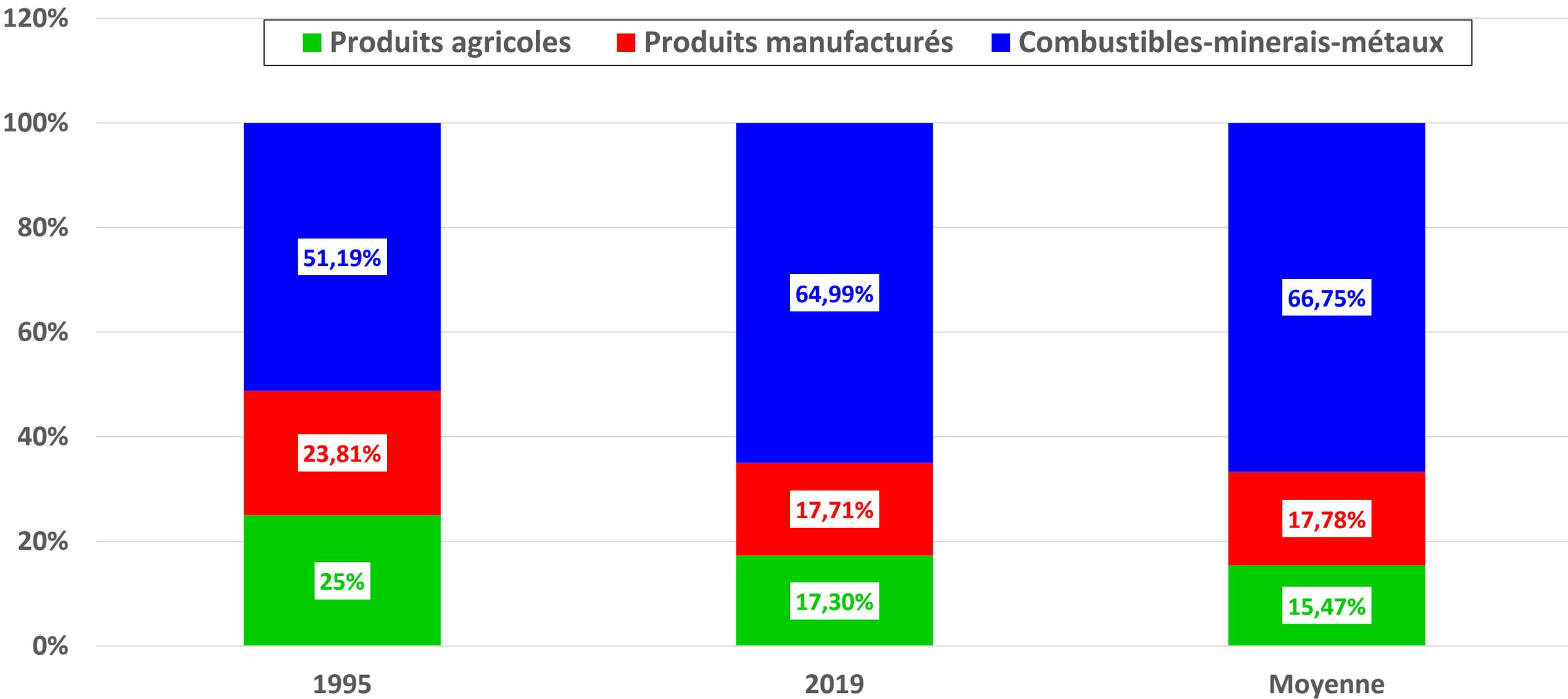
**Et la situation a empiré de 1995 à 2019 : les exportations de CMM de l'ASS ont augmenté de 27% contre de 14% en Afrique alors que celles de produits agricoles ont baissé de 31% en ASS et de 24% en Afrique. Il en résulte que celles de produits manufacturés ont baissé davantage en ASS (de 26%) qu'en Afrique (de 10,50%).**

**Pour les importations (diapos 23 et 24) la part des produits manufacturés a baissé de 12% en ASS et de 7% en Afrique alors que la part des CMM a augmenté de 61% en Afrique de 47% en ASS. Par contre la part des importations agricoles a baissé de 10% en Afrique mais a augmenté de 13% en ASS.**

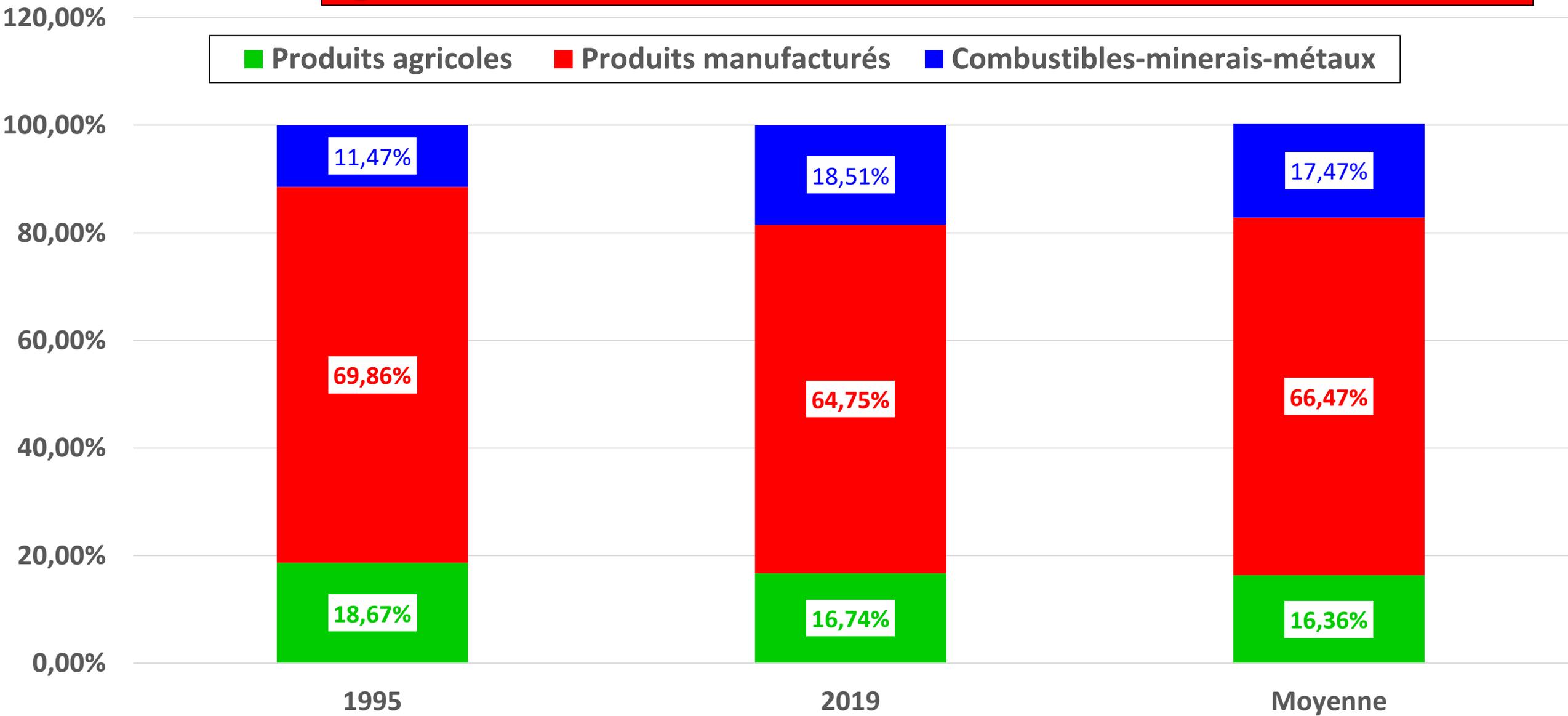
# Répartition des exportations de l'Afrique entre produits agricoles, manufacturés et combustibles-minerais : 1995 à 2019



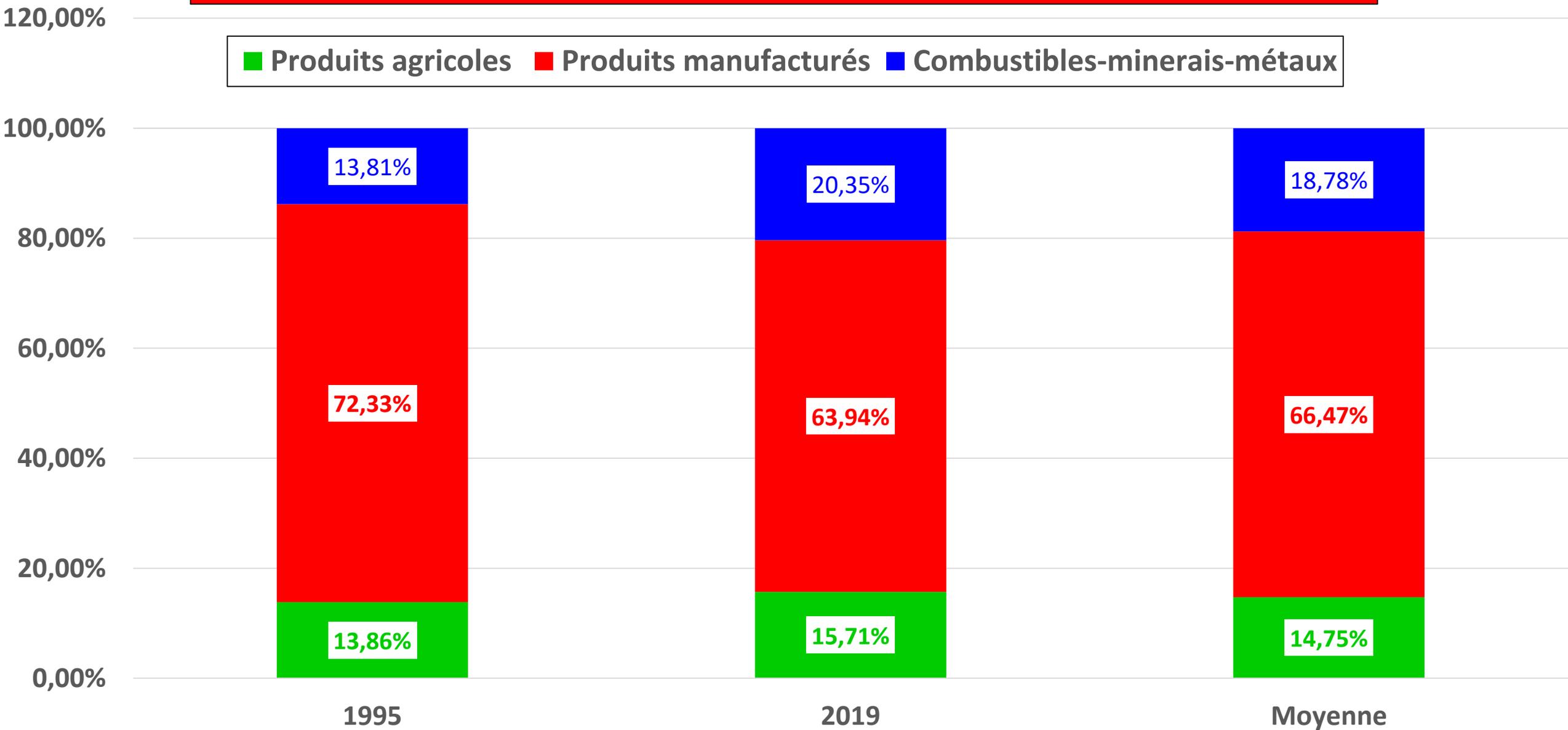
# Répartition des exportations d'ASS entre produits agricoles, manufacturés et combustibles-minerais-métaux : 1995 à 2019



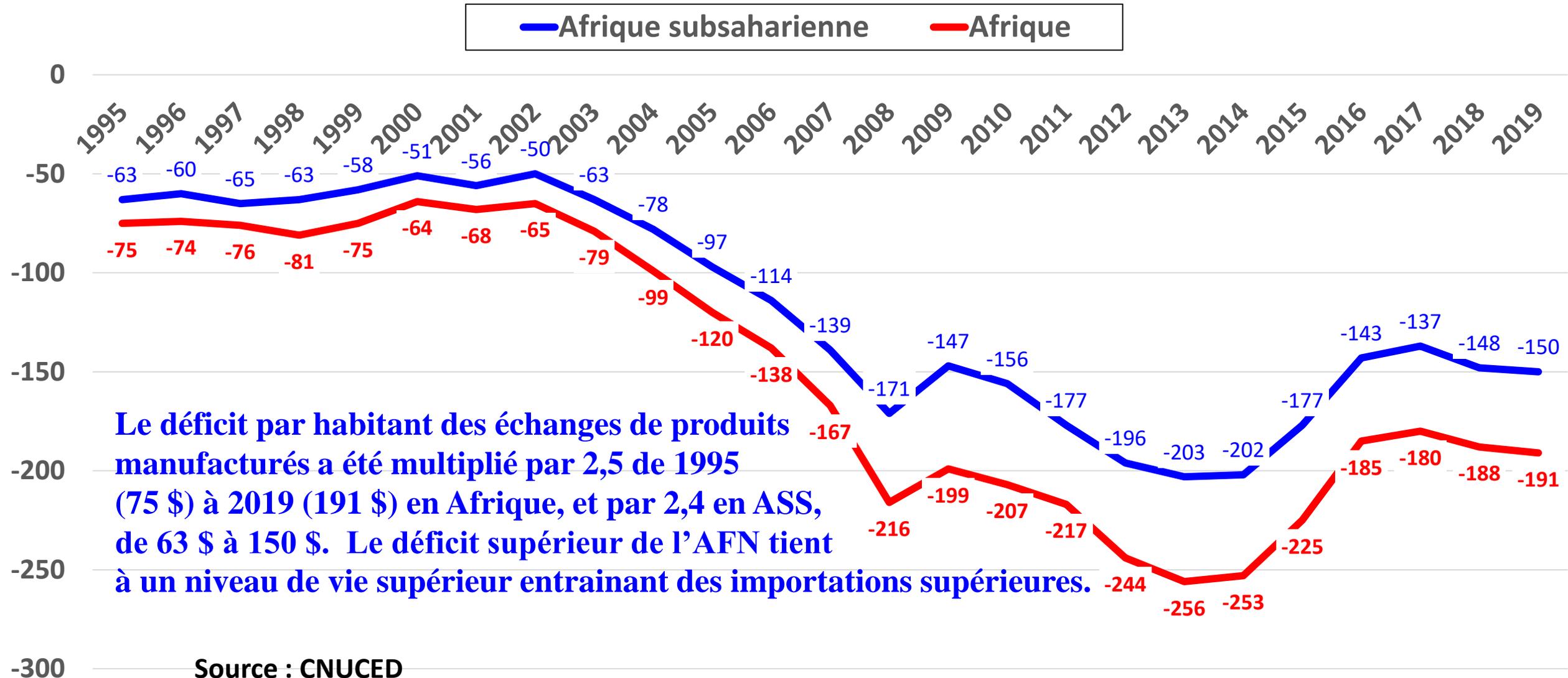
# Répartition des importations de l'Afrique entre produits agricoles, manufacturés et combustibles-minerais : 1995 à 2019



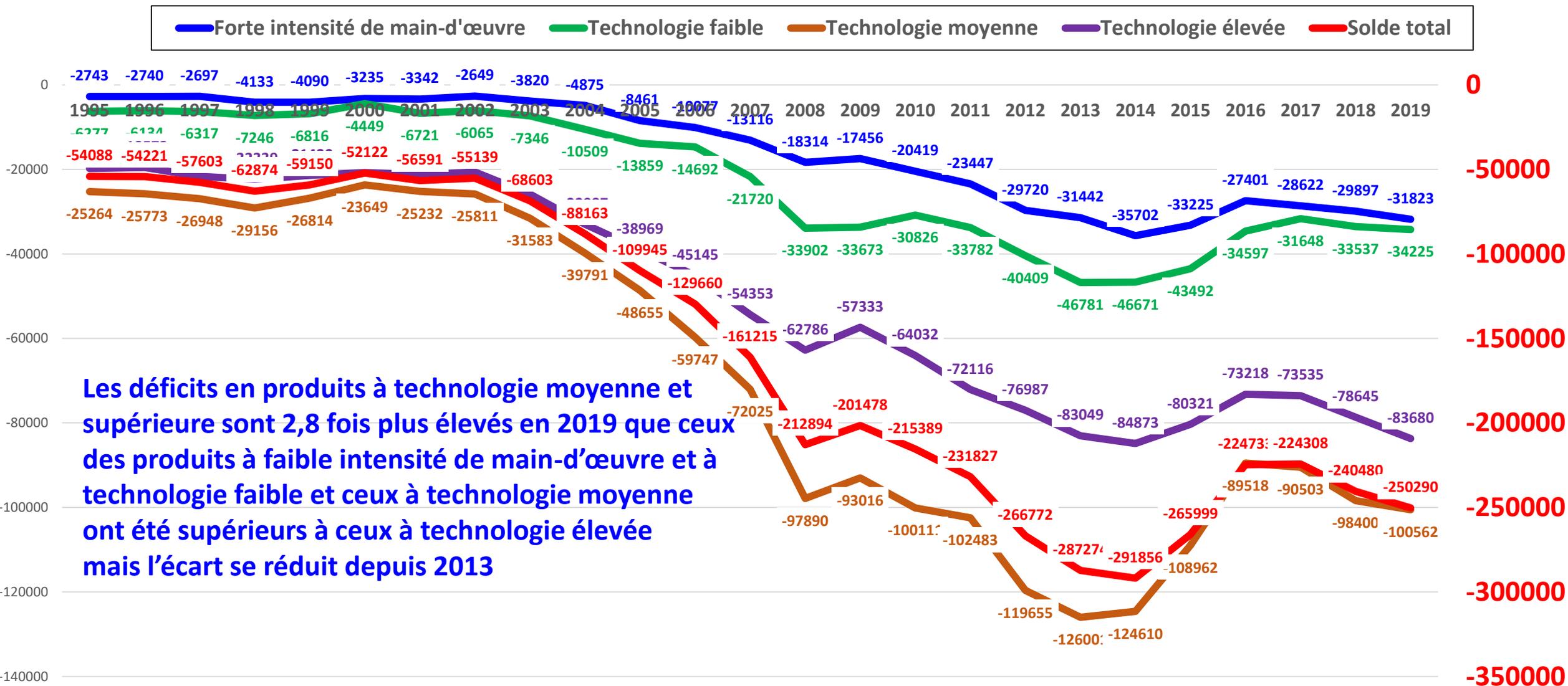
# Répartition des importations de l'ASS entre produits agricoles, manufacturés et combustibles-minerais-métaux : 1995 à 2019



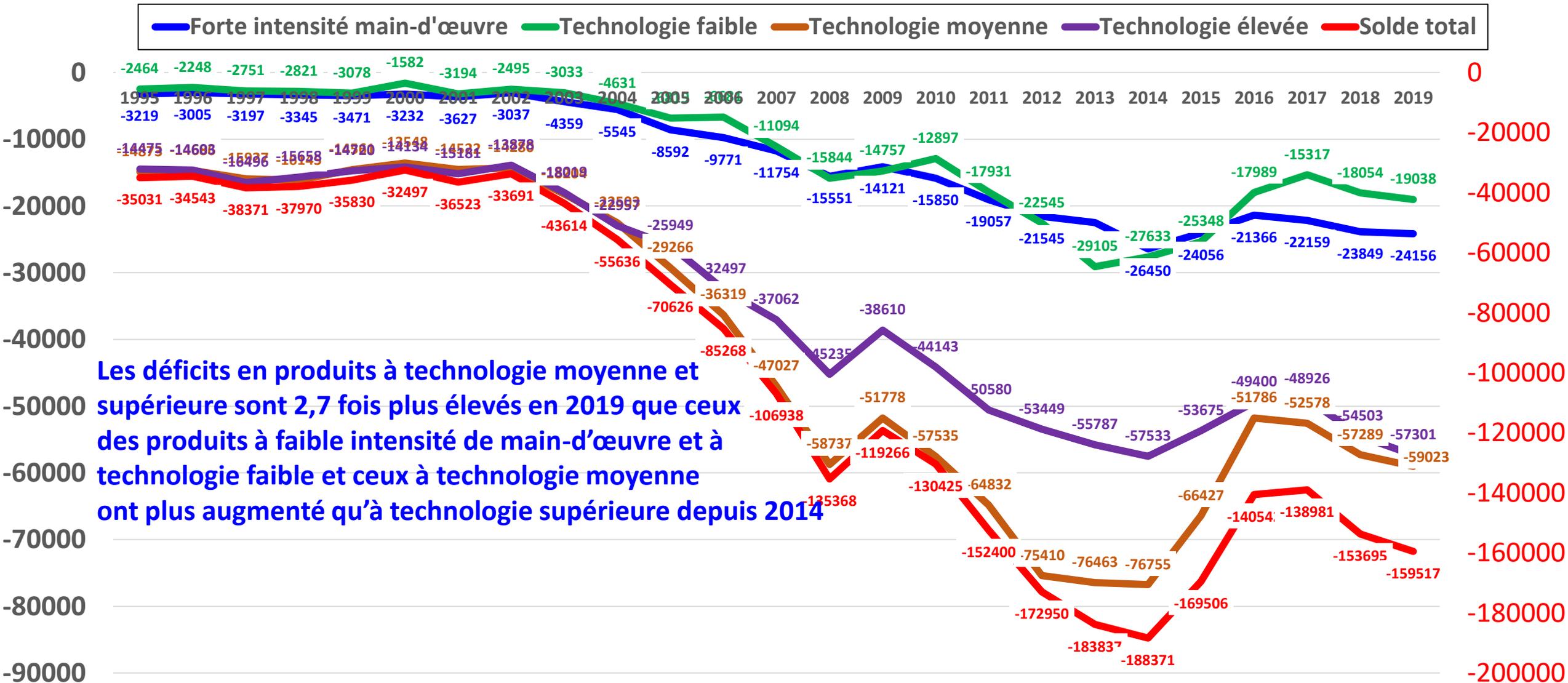
# Solde déficitaire en \$/habitant des échanges de produits manufacturés de l'Afrique et Afrique subsaharienne : 1995-2019



# Déficit croissant des échanges de produits manufacturés de l'Afrique selon le niveau de technologie, 1995-2019



# Déficit croissant des échanges de produits manufacturés de l'ASS selon le niveau de technologie, 1995-2019



## Commentaires sur les échanges alimentaires de l'Afrique et de l'ASS de 1995 à 2019

Les échanges alimentaires de l'Afrique ont été constamment déficitaires depuis 1995 (et bien avant) avec un maximum de 41 Md\$ en 2014, réduit à 23,6 Md\$ en 2019.

En 2019 les importations alimentaires de l'Afrique ont représenté 87,7% des importations agricoles et les exportations alimentaires 78,2% des exportations agricoles.

Toutefois, sans les échanges de café-cacao-thé-épices (CCTE), qui ne sont pas des produits alimentaires de base et qui ont peu affecté les importations, le déficit alimentaire de l'Afrique aurait été de 112 Md\$ en 2019, 4,7 fois plus que le déficit agricole.

L'ASS est devenu déficitaire en produits alimentaires depuis 2005, avec un déficit maximum de 14 Md\$ en 2012, revenu à 4,8 Md\$ en 2019. Mais sans CCTE le déficit aurait été de 76,5 Md\$ en 2012 et encore de 64,5 Md\$ en 2019.

Sans CCTE l'Afrique de l'Ouest aurait été déficitaire depuis 1995 (1,2 Md\$) et en moyenne de 5,9 Md\$ de 1995 à 2019, dont 9,2 Md\$ en 2019. Les dégâts environnementaux du cacao et l'esclavage des enfants sahéliens des plantations commandent d'en réduire la production.

## **2.4 – La ZLECAf ne va pas renforcer le pouvoir de négociation de l'UA à l'OMC dont elle n'est pas Membre, pas plus que les CER**

**L'UA comme les CER ne sont pas membres de l'OMC, même si la majorité des Etats le sont (les 15 de la CEDEAO), et tant que cela ne sera pas le cas, ils ne pèseront pas dans les négociations à l'OMC qui ne portent que sur les droits de douane (DD) consolidés alors que les TEC (tarifs extérieurs communs) des CER n'ont que des DD appliqués. Il sera donc impossible de relever les faibles DD appliqués en fonction des besoins comme le font tous les grands pays émergents.**

Certes nombreux sont ceux qui disent qu'il faut sortir les PED, dont l'Afrique, de l'OMC, mais ce n'est ni réaliste ni souhaitable car l'OMC est moins pire que les ALE bilatéraux mais il faut la réformer radicalement pour la soustraire au hold-up des pays développés, UE et EU en tête, qui en ont pris le contrôle pour mieux en violer les règles qu'ils ont pourtant établies. Qui sait que l'Organe d'appel de l'OMC a jugé 4 fois que le dumping doit prendre en compte les subventions agricoles internes, dont « découplées », et a défini le dumping comme le fait d'exporter à un prix inférieur au coût de production total moyen national sans subventions ?

## **2.5 – L’UA a aussi le projet, non décidé, d’une Union douanière continentale (UDC) pour faciliter la baisse des DD extra-UA**

**Au-delà de la ZLECAf l’UNECA pousse à la création d’une Union douanière continentale (UDC), pas encore décidée, donc à un TEC continental en estimant que cela permettrait d’augmenter les importations mais aussi les exportations. Elle s’appuie sur un raisonnement de courte-vue qui fait l’impasse sur les énormes contraintes structurelles de l’UA (2.1) en disant que la baisse des DD sur les importations extra-UA permettra d’importer à moindre prix les intrants et biens d’équipement ce qui, associé au coût du travail en Afrique inférieur à celui de l’Asie, aiderait l’Afrique à devenir plus compétitive que la Chine sur les exportations mondiales de biens manufacturés. Sauf que, malgré le coût du travail africain apparemment moins cher que dans le reste du monde, il est en fait plus cher du fait de sa plus faible productivité lié au faible niveau de compétence et de la faiblesse du capital technique associé. D’où la déclaration du Président Issoufou que « *L’Afrique a pour ambition d’être le prochain centre manufacturier mondial* » et la hausse attendue des exportations africaines !**

### **III – Stratégie pour un développement autocentré durable de l’Afrique**

**Commencer par consolider l’intégration économique et politique des CER pendant au minimum une génération, en modifiant radicalement les politiques économiques dans tous les domaines : commercial, agricole-alimentaire, industriel, monétaire-financier.**

**Au plan commercial : se déconnecter du marché mondial en dénonçant et au moins en renégociant tous les ALE et sur l’investissement, en commençant par les APE avec l’UE. Que les CER deviennent membres de l’OMC pour avoir des DD consolidés permettant de relever la protection du marché intérieur.**

**Au plan agricole et alimentaire une réforme radicale sur cinq piliers : 1) foncier agricole ; 2) garantie de prix agricoles durablement rémunérateurs par prélèvements variables à l’importation; 3) promotion de systèmes de production agroécologiques ; 4) compensation des hausses de prix agricoles par une aide alimentaire interne massive aux consommateurs à l’exemple de l’Inde, financée par des prêts à très long terme à très bas taux de la BM ; 5) changement des habitudes alimentaires en recentrant la consommation sur les produits régionaux tropicaux pour réduire les importations de blé surtout et de riz.**

**Au plan industriel, promouvoir une stratégie plus modeste d'industrialisation renonçant à être compétitifs dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), en promouvant les nano-entreprises du secteur informel créant un maximum d'emplois et les incitant à se regrouper comme le préconisent Fatou Gueye et Alimadou Aly Mbaye.**

**Promouvoir l'industrie textile pour le marché intérieur, base de l'industrialisation de la plupart des pays du Sud, pour valoriser le coton africain en le soustrayant aux fortes fluctuations des cours mondiaux et au dumping des EU et de l'UE. À condition de mieux protéger les importations de friperie exportée principalement par l'UE et de protéger davantage l'importation de vêtements neufs en faisant pression sur la Chine par des arguments politiques.**

**Au plan monétaire et financier, appliquer la théorie monétariste moderne comme l'a bien expliqué Ndongo. En minimisant l'endettement en devises étrangères.**

**Pour aller plus loin :**

<https://www.sol-asso.fr/wp-content/uploads/2020/01/Evolution-de-la-structure-des-%C3%A9changes-de-produits-de-l%E2%80%99Afrique-et-l%E2%80%99Afrique-ce-subaharienne-de-1995-%C3%A0-2019.pdf>

<https://www.sol-asso.fr/wp-content/uploads/2020/01/Malgr%C3%A9-ses-nombreux-parrains-la-Zone-continentale-de-libre-%C3%A9change-africaine-va-dans-le-mur.pdf>

<https://www.sol-asso.fr/wp-content/uploads/2020/01/Les-APE-summun-de-la-b%C3%AAtise-%C3%A9conomique-et-politique-de-la-Commission-europ%C3%A9enne.pdf>

jacques.berthelot4@wanadoo.fr